



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/6 (Chap. 33)
23 mars 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989*

TITRE IV. ACTIVITES ECONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES

Chapitre 33. Subvention à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

* L'ensemble du budget-programme, tel qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale, paraîtra en tant que Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session (A/42/6/Rev.1).

CHAPITRE 33. SUBVENTION A L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR
LA FORMATION ET LA RECHERCHE

TABLEAU 33.1. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

| Crédit ouvert pour 1986-1987 | Montant des dépenses supplémentaires prévues | | | | | | | | Crédit demandé pour 1988-1989 |
|---------------------------------------|--|---------|----------------|---|---------------|---|--------------|---------|--|
| | Réévaluation de | | la base de | | Accroissement | | | | |
| | ressources de | | des ressources | | | | | | |
| | 1986-1987 (aux | | (aux taux | | | | | | |
| | taux révisés | | révisés de | | Inflation en | | Augmentation | | |
| 1986-1987 | de 1987) | | 1987) | | 1988 et 1989 | | totale | | |
| | \$ | % | \$ | % | \$ | % | \$ | % | |
| 600,0 | (600,0) | (100,0) | - | - | - | - | (600,0) | (100,0) | - |

33.1 Dans sa décision 40/451 du 17 décembre 1985, l'Assemblée générale a décidé de mettre à la disposition de l'UNITAR une somme correspondant au solde inutilisé du montant de 1,5 million de dollars alloué à l'Institut pour l'année 1985 dans la résolution 39/177 du 17 décembre 1984, afin de compléter les ressources provenant des contributions volontaires au budget de 1986 de l'Institut. Le montant en question (600 000 dollars) représentait une dépense non renouvelable approuvée pour l'exercice biennal 1986-1987 au titre du présent chapitre.

33.2 Au paragraphe 4 de sa résolution 41/172 du 5 décembre 1986, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de mener à bien la restructuration de l'Institut avec effet au 1er janvier 1987, en étroite consultation avec tous les Etats, selon qu'il conviendrait, conformément aux recommandations énoncées au paragraphe 3 de la même résolution, et avec suffisamment de moyens pour que l'Institut puisse poursuivre ses activités en demeurant une entité viable et autonome, et de présenter un rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, sur l'application de la résolution, et d'y inclure une évaluation complète des enseignements à tirer de l'application en 1987 de la solution de transition, afin de permettre à l'Assemblée d'apprécier la situation et de parvenir à une décision sur l'avenir de l'Institut.

33.3 Au paragraphe 5 de la résolution 41/172, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, dans le cas où la mise en oeuvre de la solution de transition définie n'assurerait pas le financement nécessaire, de prendre des dispositions pour supprimer progressivement, selon les besoins, les activités de l'Institut de la façon la plus efficace et la plus économique possible, et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, une proposition de réaffectation à d'autres organismes des Nations Unies des activités appropriées de l'Institut qui sont jugées indispensables.

33.4 A ce stade, on ne sait pas s'il y aura lieu de donner suite à la demande figurant au paragraphe 5 de la résolution. Il n'est pas demandé de crédit au titre du présent chapitre pour l'exercice biennal 1988-1989.